

LE DOSSIER

5

Madagascar, les urnes et la rue

COORDONNÉ PAR FRANÇOISE RAISON-JOURDE ET
JEAN-PIERRE RAISON

INTRODUCTION AU THÈME

RAVALOMANANA ET LA TROISIÈME INDÉPENDANCE ?

Ce numéro sur la crise malgache a été construit dans l'urgence, sous la pression des événements et, si la défaite de Didier Ratsiraka semble consommée au moment où nous le « bouclons » (mi-juin), il serait bien hasardeux d'anticiper les suites. Ces circonstances ont pesé sur l'élaboration de ce dossier et sa problématique. Faute d'informations fiables¹ ou de contributeurs disponibles, elles ont conduit à négliger des éléments importants qui sous-tendent la crise, comme l'économie ou les débats des chancelleries dont nous n'aurons que peu à peu l'écho. Centré sur le bras de fer politico-militaire entre le camp du président sortant et les forces favorables à

1. Les obstacles matériels à l'information ne sont pas négligeables quand la poste ne fonctionne pas durant cinq mois, quand les voyageurs se font rares et le téléphone incertain. Ce numéro est donc largement redevable à Internet, qui permet d'avoir accès à une presse certes inégale, peu au fait des réalités provinciales, parfois partisane, mais qui, somme toute, accomplit fort honorablement son travail. Il a surtout permis de rester en contact avec les auteurs malgaches de ce numéro dont le travail courageux sur le terrain doit être salué. On a consulté régulièrement les sites de *Midi Madagascar* (www.dts.mg/midi/), systématiquement favorable à Ravalomanana, de *L'Express de Madagascar* (www.lexpressmada.com/), beaucoup plus critique, lié au parti Leader de Herizo Razafimahaleo, et de *Madagascar Tribune* (www.madagascar-tribune.com/), qui se situe de façon plus nuancée. Des recoupements partiels montrent que, quand elle existe, l'information sur les provinces est assez fiable.

Marc Ravalomanana, ce dossier cherche à décrypter les enjeux de cette crise de légitimité qui a conduit à un véritable dédoublement du pouvoir, laissant craindre un éclatement de la grande île. Analysant les ressorts du vote et des mobilisations sociales (sur la place du 13 Mai de Tananarive ou à Tamatave), le rôle des Églises et des forces armées, les barrages routiers et les stratégies territoriales « sécessionnistes » ainsi que les imaginaires de l'« étranger », ces contributions mettent en évidence les ruptures radicales qui se sont fait jour dans la crise. Mais, soulignant l'historicité de celle-ci, ce dossier inscrit aussi ces mutations dans la continuité des répertoires religieux, symboliques et géopolitiques du pouvoir malgache.

**UNE DÉCOMPOSITION DU POLITIQUE SUR FOND DE
MUTATIONS PROFONDES**

À la différence des crises précédentes², où la rue mettait en cause un pouvoir que les urnes venaient d'instituer légalement, la crise de 2001-2002 présente une entame plus classique : une élection présidentielle disputée dont les résultats sont contestés (voir la contribution de M. Razafindrakoto et F. Roubaud). Mais elle a débouché sur un conflit constitutionnel long et beaucoup plus radical. Deux camps s'affrontent qui se sont dit d'abord l'un pouvoir « légal » (Ratsiraka, le président sortant, soudain gagné par un juridisme éperdu, qui permet de s'abstraire de la réalité), l'autre « légitime » (Ravalomanana, arrivé à coup sûr très nettement en tête au premier tour, le débat portant sur l'ampleur de son score) ; deux camps qui, après un recomptage discuté des voix, s'affirment tous les deux détenteurs de la légalité. Durant six mois, deux factions s'invectivent ou s'affrontent dans des combats limités, faute d'avoir les moyens matériels (ni peut-être la volonté) d'une véritable guerre, tandis que le pays étouffe peu à peu sous l'effet des barrages routiers.

À la veille des élections présidentielles, D. Ratsiraka semblait pourtant avoir tous les atouts dans sa main : un parti hégémonique, des assemblées et une administration locale soumises, une opposition inconsistante, dont quasiment tous les leaders avaient fait un bout de chemin avec lui. Seule exception ou presque, du moins en apparence, son prédécesseur Albert Zafy ; mais son « empêchement » paraissait avoir sonné le glas des illusions de la « société civile » qui l'avait porté au pouvoir. Les Églises « établies » elles-mêmes, malgré leur rôle de suppléance d'un État défailant, ne semblaient guère en état de constituer un vrai contrepoids. On pouvait les penser échaudées par leur expérience de 1991-1992 ; on les savait, comme l'atteste la contribution de Lucile Jacquier Dubourdieu, concurrencées par la montée des Églises nouvelles, d'inspiration pentecôtiste, et par le retour vers les cultes anciens.

Dans cette situation d'atonie, la liberté d'opinion et d'expression dans les médias publics, comme la transparence dans la gestion des affaires publiques, étaient remises en cause. Autocensure, verrouillage du dialogue social, opacité de la pratique législative (notamment en matière électorale) étaient redevenus les principales techniques de gouvernement... Malgré sa santé chancelante, D. Ratsiraka pouvait penser l'emporter sans encombre et poursuivre la tâche qu'il s'était expressément assignée : faire bénéficier sa « famille » des fruits d'une croissance fondée sur le libéralisme dans un cadre mondialisé.

Or, ce calme de surface masquait de profonds changements, notamment économiques. On ne doit pas se laisser leurrer par les indicateurs classiques. Le taux de croissance du PIB, de 6,5 % en 2000, n'est certes pas dénué de sens, mais, outre que de larges secteurs d'activités (extraction minière ou production d'alcool) échappent à cette comptabilité formelle, la moyenne masque des disparités majeures. L'équilibre des secteurs d'activités a changé et de nouvelles inégalités spatiales et sociales sont apparues. Le temps n'est plus où les cultures d'exportation de la côte orientale (café, vanille, girofle, poivre...), et à un moindre degré les bovins, le tabac, les pois du Cap de l'Ouest, assuraient vaillamment l'équilibre de la balance commerciale ; le temps où, avec excès mais non sans arguments, on disait que les Hautes Terres vivaient des ressources des côtes. Faute de progrès technique, d'une organisation commerciale crédible sur des marchés saturés, les cultures d'exportation classiques sont entrées en profonde décadence, leur production stagne ou baisse, leurs prix se sont effondrés. Premier producteur mondial de vanille, dit-on encore, Madagascar n'en tire que de 1 à 3 % de la valeur de ses exportations... Quelques « créneaux porteurs » très étroits (les litchis de la région de Fénérive, la vanille malgré tout) assurent localement des bénéfices exorbitants aux potentats locaux qui en monopolisent le commerce³. Des poches d'« extractivisme » hors les lois (les fameux saphirs d'Ilakaka...) remplissent le même rôle. Mais dans le même temps Madagascar a fait son entrée dans l'économie moderne des échanges mondialisés, le meilleur symbole et le principal acteur étant la zone franche (ZF) industrielle, située dans la périphérie tananarivienne⁴. Une zone franche qui s'est établie dans

2. Pour la crise de 1991-1992, on se référera à *Politique africaine*, numéro sur Madagascar, n° 52, décembre 1993.

3. Un kilo de poivre est payé 3 000 francs malgaches (0,5 euro) au producteur ; il est vendu 56 000 francs malgaches (8,5 euros) dans un grand supermarché de la capitale.

4. Les productions industrielles, pour la quasi-totalité issues de la zone franche, ont assuré 40 % de la valeur des exportations en 2000. Voir F. Bost, *Les Perspectives en pointillés de la zone franche malgache*, multigr. inéd., et *Les Zones franches en Afrique subsaharienne*, Éditions du Centre français du commerce extérieur, 2001.

un contexte trouble de corruption, et surtout au corps défendant de la classe « entrepreneuriale » malgache qui n’y participe guère. Et qui pourtant est une réussite unique dans l’ensemble africain, avec ses quelque 100 000 emplois directs, si l’on met à part le cas très spécifique de Maurice dont elle est pour partie un rejeton. Le phénomène est important pour comprendre la crise : l’impact de la zone franche, en effet, ne se mesure pas seulement dans la balance des paiements ; il est aussi social et politique, car la ZF a contribué ces dernières années à l’émergence de nouveaux cadres et personnels qualifiés, à l’affirmation d’une nouvelle génération ouverte aux techniques récentes et à la mondialisation. Cette génération, consciente du hiatus entre le changement économique et le marasme politique de l’île, s’est semble-t-il mobilisée en faveur du changement.

Le contraste spatial n’est pas moindre entre la région animée par le pôle industriel tananarivien – qui, sans couvrir tout l’Imerina, n’en déborde que sur certains axes, jusqu’à Ambositra (province de Fianarantsoa) et Moramanga (province de Tamatave) – et le reste du pays. Un contraste si fort qu’on pourrait parler d’une sorte de « mur de la pauvreté ». Certes, des relations s’esquisseraient, dont on a vu qu’elles n’étaient pas négligeables quand les barrages les ont interrompues. Il n’en reste pas moins que s’expriment, notamment dans les villes, des rancœurs régionales contre une capitale qui bénéficie à la fois des fruits de la croissance et de la redistribution des crédits internationaux.

Réactions régionales, mais non ethniques : l’étude par A. du vote dans la province de Tamatave, présentée comme un fief ratsirakiste, montre bien que, même dans le pays betsimisaraka profond, les voix sont partagées. À l’échelle de l’île, l’analyse de M. Razafindrakoto et F. Roubaud conclut à un rôle secondaire de la dimension régionale elle-même. Il n’en est pas moins tentant, sinon aisé, de tirer les jalousies régionalistes vers l’ethnisme, sous le couvert constitutionnel du fédéralisme : ce fut un pari du camp ratsirakiste. Ce pari semble perdu : s’il est une chose sûre, c’est qu’en dépit des efforts pour l’actualiser, notamment par la stratégie des barrages (J.-P. Raison) et malgré les maladresses du camp de Ravalomanana, l’opposition Côtiers/Merina ne s’est nullement révélée « opérationnelle », malgré les penchants tribalistes de quelques enseignants des universités côtières et l’arrogance de certains cénacles merina convaincus de leur supériorité « malaise ». Les enjeux sont tout autres et les Malgaches l’ont dans l’ensemble fort bien compris.

RAVALOMANANA, LA MORALE ET L'IMAGINAIRE DE LA RÉUSSITE :**« QUAND JE VEUX QUELQUE CHOSE, JE L'AI. »**

Dans quelle mesure la candidature de l'entrepreneur merina Marc Ravalomanana répondait-elle à ces évolutions économiques dans un contexte de vide politique ? S'il a su séduire bien au-delà de sa province, était-ce en raison de sa trajectoire personnelle qui est apparue comme représentative des mutations en cours et des aspirations populaires à la réussite ? Le nouveau président n'appartient à aucun parti, même si, en tant qu'entrepreneur, il a procédé à des échanges de services avec N. Ratsirahonana, Premier ministre de A. Zafy. Ce fut sa grande chance : dans le contexte d'une élection de rejet, le maire de la capitale présentait un profil vierge sur le plan politique, mais très suggestif sur le plan économique et religieux. Un porteur de rêves...

Marc Ravalomanana est originaire de la région d'Ambatomanga (à l'est de l'Imerina), où s'est développée après 1970 une remarquable activité laitière à destination de la capitale. *Andriana* (équivalent de noble), rural et pauvre, il a fréquenté les écoles dans la mesure du temps que lui laissait le transport du lait à vélo. *Self made man* qui s'est élevé à force de ténacité, il a prouvé l'efficacité du « *vita malagasy* » : une entreprise vraiment malgache qui tourne et fait de l'argent. Image nécessaire pour contrer l'idée (et le constat amer) que les affaires qui marchent sont généralement nées d'investissements étrangers et gérées par des étrangers : entreprises des *Karana* (indo-pakistanaïens d'origine) ou occidentales, surtout françaises, parfois réunionnaises et mauriciennes. S'il a su établir un réseau de distribution très efficace, ce patron recycle en fait beaucoup de produits importés : surplus de beurre de l'Union européenne, lait en poudre d'Afrique du Sud, qui entre pour 80 % dans la composition de ses produits laitiers, etc. L'entreprise est, dans la phase actuelle, un exemple réussi d'import-substitution.

Son manager est apprécié par la Banque mondiale. Formé aux secrets de l'agroalimentaire par des stages en Suède et au Danemark, il n'a pas réussi sans mal. La *success story* commence en 1981 (il a 33 ans) avec un prêt de 1,5 million de dollars pour monter Tiko, entreprise spécialisée dans le yaourt, un créneau porteur. Le représentant de la Banque à l'époque, José Broffman, obtient pour lui, dit-on, des conditions exceptionnelles de remboursement qui lui permettent de pratiquer des prix plus bas que ceux de nombre de petits concurrents disparus depuis. Aujourd'hui, Tiko embouteille aussi de l'huile de table importée, de l'eau minérale et possède une imprimerie, une chaîne de radio-télévision. Cinq ans d'exonération d'impôts et de taxes douanières ont été obtenus sur diverses denrées sous le ministériat de Ratsirahonana. Trois procès (dont un pour redressement fiscal) ont freiné l'élan de l'entreprise, comme par hasard à la veille des élections.

Le profil de M. Ravalomanana est pourtant plus traditionnel qu'on ne le pense. Il rappelle celui des entrepreneurs du XIX^e siècle ou de l'entre-deux guerres, recherchant une situation de quasi-monopole sur un produit et faisant leur bénéfice sur l'importation, le reconditionnement et la vente à un marché quasi captif. La nouveauté est dans la diversification des relations avec l'étranger sur le plan des capitaux. J. Broffman, qui est resté à Madagascar en quittant la Banque mondiale, est généralement donné pour l'un des actionnaires de la firme. Les capitaux ou soutiens proviendraient aussi d'Allemagne, d'Afrique du Sud, des États-Unis. En ce sens, ce patron est porteur d'un imaginaire positif de la mondialisation. Parti de rien, ouvert sur le monde, il donne confiance à chacun.

Enfin, il s'est enrichi de façon morale, pense-t-on, à la différence des profiteurs des privatisations stigmatisés par l'opinion. Vice-président de la principale Église protestante, la FJKM, lié d'amitié avec le cardinal Razafindratandra, lui aussi noble et issu de l'Imerina orientale, il s'est inscrit dans la position classique du notable bienfaiteur. Un jeudi par mois, ses employés cessent, dit-on, le travail pour un office religieux suivi d'un exposé des résultats de la firme. Cette assise religieuse est-elle fondamentale dans son inspiration ? Elle a tenu, sur la place du 13 Mai, la place d'un langage politique discrédité. Le lien n'est plus mis, comme en 1991, entre politique et religion mais entre bénédiction religieuse et entreprise, conçue aussi bien dans un sens privé que public à l'échelle nationale : « Un pays se gère comme une entreprise ⁵. »

Cela est possible, en tout cas le temps d'une campagne. La sienne, avec un avion et sept hélicoptères, fut remarquablement rapide et efficace. Elle s'est adressée à tout le pays, a utilisé le réseau des pasteurs synodaux pour mettre en place ses comités de soutien, celui du Réveil protestant, mais surtout son système de distribution Tiko pour les tracts, casquettes et tee-shirts. Multipliant les projets d'implantation, huileries dans l'Est, conserves dans le Nord, élevage bovin dans le Sud, M. Ravalomanana a su faire connaître son image de patron merina efficace et honnête. Les cadres de Tiko ont fourni quelques membres du conseil municipal de Tananarive, conquis il y a deux ans ; ils entrent maintenant en politique nationale.

M. Ravalomanana se proclame homme d'unité, contre celui qui a « divisé pour régner », à l'instar des colonisateurs. La référence au « peuple de Dieu » et l'invocation constante du *fihavanana*, lien de solidarité de type familial, lui permettent de ne rien dire des contradictions sociales criantes du moment. Reprenant à son compte le slogan de la lutte contre la pauvreté, il ne cherchera jamais, selon ses propres termes, à dépouiller les riches du pays, mais plutôt à enrichir ceux qui ne le sont pas encore. Poulain de la Banque mondiale et parlant mal le français, on le dit francophobe. Ce n'est pas avéré. On le dit

américanophile quand il révèle à la BBC que le directeur de campagne de Clinton est venu lui donner des conseils de lancement et que le maire noir de Baltimore est son consultant. Mais il affirme n'avoir aucun soutien financier de ce côté. Le plus probable est que la gestion à l'américaine de la campagne se prolongera par une « américanisation » de la gestion du pays. Mais celle-ci n'est-elle pas amorcée depuis longtemps par le haut ? Et quoi de plus normal que d'apprendre l'anglais, comme les jeunes Malgaches s'y efforcent dans une prise de conscience réaliste des rapports mondiaux ?

S'il était lu, son programme ne séduirait sans doute pas les foules. Un enseignement technique pour la masse, des bourses pour les plus méritants, et plutôt dans le technique supérieur ; un enseignement supérieur privatisé et payant : c'est raisonnable mais peu stimulant. Le contraste est flagrant entre la demande qui lui est faite d'agir en leader charismatique et son attitude gestionnaire. La combinaison des formes modernes du *management* avec une certaine re-traditionalisation (très en vogue en Imerina) se double chez lui d'un réarmement moral chrétien et laisse présager un conservateur moderne de type nord-américain, ou encore plus sûrement coréen, singapourien ou taïwanais. L'affirmation d'une étroite liaison entre l'ordre, la morale et les affaires n'est pas sans rappeler l'« asiatisme⁶ », à une immense différence près : la morale prônée n'est pas « traditionnelle », endogène ; en lieu et place du confucianisme, c'est le christianisme, importé et pourtant assimilé à la « morale des ancêtres », qui en est le ressort. C'est aussi sur ce registre que s'est exprimé le rejet de son adversaire.

LA FIXATION SUR D. RATSIRAKA D'UN IMAGINAIRE

NÉGATIF DU POUVOIR

Il y a dans le mouvement puissant de l'électorat vers Ravalomanana, exprimé en dépit des manipulations du pouvoir en place, un violent rejet de Ratsiraka, de sa famille, de sa clique et de leurs innombrables exactions. On peut parler d'une protestation morale contre un *fanjakana* (pouvoir) injuste, qui s'exprime bien au-delà de la capitale, de l'Imerina, jusque dans les coins les plus reculés des provinces. Le président-candidat, « officier de métier, politicien de fortune⁷ », a été usé par vingt et un ans à la tête de l'État, de 1975 à 1991, puis depuis 1997, et souffre de problèmes sérieux de santé.

5. M. Ravalomanana, *Le Monde*, 17 janvier 2002.

6. Sur cette notion et son usage, on pourra se référer à D. Camroux et J.-L. Domenach (dir.), *L'Asie retrouvée*, Paris, Le Seuil, 1997.

7. Selon ses propres termes dans une interview à LCI, 11 janvier 2002.

Or, l'élection de 2001 a eu pour enjeu le rajeunissement du *leadership*, souhaité par une génération nouvelle. Porteur de rêves pour la génération de 1972, comme l'est Ravalomanana pour celle d'aujourd'hui, Ratsiraka fut habile à séduire intellectuellement ses interlocuteurs malgaches ou étrangers, en s'accordant à ce qui était « tendance » (*sic*). Tiers-mondiste et anti-impérialiste en 1972, il dénonça, en tant que ministre des Affaires étrangères, les accords de coopération et fit sortir, de son propre chef, le pays de la zone franc. Passant sous les fourches caudines du FMI et de la Banque mondiale en 1984, il a viré vers le « tout libéral », revenant ainsi sur l'étatisation catastrophique des entreprises et des circuits de commerce. En 1989, il affirma avoir déjà accompli sa *perestroïka* et devancé la démocratisation en cours en Afrique. En 1996, il rentra de Paris avec un projet de « république écologique et humaniste ». On dénonce généralement sa mégalomanie, le « cinéma » fait par « Racecil » (allusion à Cecil B. De Mille), le chef de bande (*deba*) aux suiveurs parfois « allumés », le rhétoricien féru de termes abscons, méprisant un peuple qui marche en caméléon et qui n'est pas à la hauteur des ambitions de son chef ! Il n'en a pas moins attiré à ses côtés certains des jeunes les plus diplômés rentrés de l'étranger. Son regret ? N'avoir pas vécu Bandoeng et la Tricontinentale, n'avoir pu être le Castro de l'Afrique.

On a peur de lui, même si aucune des affaires mortelles dans lesquelles la rumeur l'implique n'a été élucidée. D'une intelligence tactique hors pair, il fait figure de diviseur des hommes politiques (qu'il tient par des dossiers), de l'armée, quasiment absente de la scène, comme le montre l'analyse de Jaona Rabenirainy, des partis (à commencer par le sien) et des Églises anciennes au profit des nouvelles Églises. Resté longtemps très centralisateur, quoique accusé d'exploiter la division entre Merina et Côtiers, il a joué dans la crise la carte du séparatisme, indifférent au fait d'entraîner le pays dans sa chute.

Sans héritier politique, il a consacré son dernier mandat à placer ses enfants et neveux dans les ambassades, les ministères, à la tête de sociétés privées, comme la Sonavam (pour son fils Xavier) bénéficiant de nombreux marchés publics, ou dans la banque, telle la BSM (pour sa fille Sophie), ou encore dans la prospection minière (les saphirs d'Ilakaka). Ajoutons des interventions de ministres pour couvrir des affaires immobilières (villa Antoinette à Ivandry). Autrement dit, l'opinion publique malgache voit en lui le symbole de l'État brigand.

UNE GÉOPOLITIQUE MALGACHE

Dans ce contexte, Ravalomanana envoyait un message simple : ayez confiance ; vous pouvez réussir et le respect des valeurs morales, quasi synonyme de bonne gestion, est nécessaire à la réussite. Dans une campagne dont l'aspect

de promotion commerciale peut étonner, voire choquer, il affirmait en quelque sorte que le succès de l'Imerina centrale pouvait être reproduit dans les provinces.

Reste, et c'est évidemment sa faiblesse, que M. Ravalomanana a pour l'heure le plus grand mal à poser les conditions politiques minimales de réalisation de ses promesses électorales. Il s'est trop longtemps laissé enfermer en Imerina, voire à Tananarive, alors que les provinciaux attendaient en vain sa visite. Il a amplement prouvé qu'il pouvait mobiliser la population de la capitale, tandis que son rival, dans ses tournées provinciales, ne rassemblait guère que des auditoires stipendiés ou contraints. À lui, sur ce point, l'avantage, mais un avantage relatif : Ravalomanana président n'a pu longtemps montrer qu'une dimension régionale alors que le candidat avait une envergure nationale. On ne peut incriminer seulement les contraintes matérielles. Le nouveau président est confronté au retour de la politique : renfort de partis déconsidérés, retour des mêmes familles en la personne d'un rejeton différent, alliances douteuses, réseaux sociaux tananariviens pesant, dans les nominations ministérielles ou militaires, d'un poids déjà suspect aux yeux des provinciaux.

Or, et c'est un enseignement majeur de la crise, Tananarive, pourtant proportionnellement plus riche, plus dynamique que jadis, plus peuplée et d'une population légèrement moins « mono-ethnique », n'est plus comme lors des épisodes précédents le théâtre quasi unique du drame politique. La formule selon laquelle « les côtes font les présidents, Tananarive les défait » pourrait être inversée... Ratsiraka est l'instigateur de cette mutation cruciale. Il a tiré les leçons de 1991, où il s'était laissé piéger dans son palais de Iavoloha : dans une situation de « pouvoir en double » (F. Raison-Jourde), tout en s'efforçant de conserver quelques points symboliques à Tananarive (la primature, l'état-major, Iavoloha), il a opéré un mouvement vers ce qu'on présente (à tort) comme sa « terre ancestrale », Tamatave, y déplaçant son gouvernement « par nécessité », mais jouant surtout des structures fédérales, de gouverneurs et de conseils provinciaux à qui, réélu, il n'aurait certainement pas laissé autant d'initiative apparente.

Dans la crise, Ratsiraka a été débordé par ces potentats locaux qu'il a mis en place. Lâcher la bride aux autonomismes, en fait à des pillards sans scrupules, c'est ouvrir la boîte de Pandore. Laisser s'accréditer l'éventualité d'une indépendance des côtes⁸, c'est faire fi, ainsi que le montre Christiane Rafidinarivo Rakotolahy, de toute logique économique et spatiale. Quoi qu'il

8. Quatre gouverneurs de province ont proclamé l'indépendance.

en soit, face à l'unanimisme tananarivien, le conflit s'est déplacé sur les provinces, avec des formes et des degrés d'intensité très divers : combats dans Fianarantsoa, barrages « économiques » dans la province de Tamatave, criminalité politique dans le Nord ; un Sud peu concerné où le combat politique ne semble pas sortir d'un petit cercle de familles « influentes » ; un Sud-Est redouté qui ne laisse rien filtrer des débats qui l'agitent et qui, sans doute bien informé par sa forte diaspora, observe et compte les points. Donc une grande diversité de situations que les ratsirakistes ont voulu unir dans un espace politique continu en bloquant les liaisons routières ou aériennes avec l'Imerina et la capitale. Or, les côtes n'ont aucune organisation spatiale cohérente. Pour aller d'un point à l'autre, il faut prendre la mer (avec quels bateaux ?), l'avion (coûteux), ou, par la route, passer par Tananarive.

VERS UNE SORTIE DU HUIS CLOS INSULAIRE

Cette crise est aussi celle des rapports de Madagascar au monde, dont elle s'est longtemps crue protégée par une insularité qui permettait de rêver des relations, des origines, sans en subir les conséquences. L'île semblait en passe de se faire une place dans la nouvelle division internationale du travail. Le conflit politique, le blocage par les barrages mettent en cause ces perspectives favorables. Cela résulte évidemment de la stratégie destructrice, prédatrice, et au fond suicidaire, du camp ratsirakiste ; mais le camp de Ravalomanana affecte de ne pas trop s'en soucier. Que des Tananariviens profitent du marché noir, de la gestion économique et sociale de la pénurie est plus que vraisemblable mais ce n'est pas une explication suffisante. Indifférence à l'économique, comme nous en avons fait l'hypothèse ? Ou autres stratégies économiques qu'on tient en réserve ? En dépit de l'apparence, l'ascension de Ravalomanana ne relève guère des activités économiques « mondialisées ».

À coup sûr, le rapport à l'étranger, au monde, apparaît sous un jour nouveau, comme le montre Faranirina Rajaonah. Or, une fois de plus, ce qu'on met en valeur, c'est l'ancien, les relations entre Madagascar et son ancienne métropole, qui ont pris un rude tour : la discrétion des mœurs diplomatiques est mise à mal par l'irruption de l'Internet dans la diffusion des opinions et dans l'évolution du ton des débats qu'il autorise. Selon l'usage, voici, une fois de plus, la France au banc des accusés. Sa « neutralité » ne serait qu'apparence, sa prudence une façon sournoise de choisir Ratsiraka. On oublie que, jusqu'aux élections présidentielles, en France aussi le pouvoir était double, la politique étrangère relevant de l'Élysée comme de Matignon. Les positions officielles n'étant pas discordantes, on évoquait à demi-mot des connivences de circonstance⁹. Ne s'agissait-il pas plutôt d'un compromis ? Ou, plus

subtilement, d'un langage jouant sur deux plans, les mots ne couvrant pas les mêmes réalités pour les deux associés-adversaires ?

On peut reprocher à la position tenue par le gouvernement de gauche son peu d'opportunité et la façon dont elle fut exprimée ; on ne peut nier sa constance. La crise malgache a été traitée selon des principes établis pour l'ensemble du continent africain, qui tirent les leçons du drame rwandais. La France n'agit plus seule, mais en concertation systématique avec ses partenaires européens ; elle laisse à l'OUA le soin de régler les conflits dans sa zone de compétence, en lui apportant aide financière, diplomatique et militaire s'il le faut. D'où résultent les missions d'Amara Essy, puis d'Antonio Mascarenhas et l'accord de Dakar, analysés par F. Rajaonah. Même si l'OUA est pour beaucoup un syndicat de présidents mal élus, l'opinion malgache, flattée, n'a pas manqué de relever que sa deuxième mission comprenait un Cap-Verdien et un Sénégalais, citoyens de deux pays qui ont réussi une transition démocratique. Faut-il croire ceux pour qui la doctrine française n'était qu'un leurre, les Européens s'alignant systématiquement sur les positions de l'ancienne métropole et l'OUA étant à sa botte ? La suite des événements contredit en partie au moins cette analyse.

Après la victoire de la droite en France, consommée le 16 juin, on a le sentiment d'un retour en arrière, masqué derrière la continuité formelle d'un discours. Les mêmes mots n'ont plus le même sens. Alors que l'emprise, fragile certes, de Ravalomanana s'accroît, parler encore de gouvernement de transition, voire de réconciliation revient à lancer une bouée de sauvetage à Ratsiraka, alors que, à l'évidence, son départ est la condition première de la sortie de crise. Introduire dans le jeu de la « facilitation » un Bongo ou un Sassou Nguesso face à un Wade, c'est jouer pour l'amiral. Et l'OUA, en refusant de trancher, place les deux parties au même niveau. Plus grave, car plus symbolique, est l'absence de l'ambassadeur de France aux célébrations de la fête de l'Indépendance du 26 juin. La France s'isole de l'Europe et des

9. Pour Jacques Chirac, les opinions exprimées sur Internet sont claires : il est perçu comme un ami de Ratsiraka et celui-ci, grâce aux saphirs, aurait financé sa campagne, mais le parallèle avec les diamants de Bokassa a tourné court... Pour Lionel Jospin et le quai d'Orsay, on en fut réduit à évoquer (sans plus de preuves) des connivences avec le grand capital réunionnais, hostile à Ravalomanana pour d'obscures histoires d'aménagement de Tananarive ; quelques mails « confidentiels » (donc destinés à être largement répandus) n'ont pas manqué de rappeler que le « responsable Afrique » au cabinet d'Hubert Védrine était un métis de mère malgache... donc forcément « suspect ».

10. Selon J. Fremigacci, en 1938, les produits de Madagascar représentaient 2,7 % des importations françaises ; en 1998, ils en constituaient moins de 0,1 %.

États-Unis qui ont pleinement reconnu le nouveau président à cette occasion. Comme les autres, elle avait reconnu « en mineur » Ravalomanana lors de sa deuxième investiture ; elle paraît lui retirer cette reconnaissance quand la plupart des autres renforcent la leur.

En se plaçant en retrait, la France a ouvert la porte à des médiateurs africains dont la venue aurait été impensable il y a moins d'une décennie. Sur le plan des résultats, après l'échec dans l'application de l'accord de Dakar et l'apparent fiasco de Dakar II, le bilan peut sembler dérisoire. Mais en rester là serait erroné. L'Afrique continentale, F. Rajaonah le rappelle, n'est pas dans l'horizon familier des Malgaches, et l'image ancienne de l'Africain est franchement négative. Or, au fil des rencontres, on a vu se dégager une nouvelle image du continent voisin à qui la grande île a longtemps jugé qu'elle était arbitrairement rattachée par la géopolitique. Il y a là, pour le plus long terme, l'amorce d'un changement d'importance.

Dans une partie qui est sortie du huis clos insulaire, il existe d'autres protagonistes, mais ce qui frappe c'est le peu d'initiative affichée des partenaires politiques, l'extrême discrétion d'acteurs économiques dont le rôle, quand il n'est pas déjà grand, peut le devenir dans un avenir proche. Les États-Unis ne se singularisent guère. Les partenaires insulaires du sud-ouest de l'océan Indien ont eu une influence apparente proportionnelle à leur superficie et leur population plus qu'à leur rôle économique. La mission de la Commission de l'océan Indien a été considérée comme un aimable intermède. Maurice, si actif sur la zone franche et qui est affecté par sa mise en sommeil, n'a pas, semble-t-il, pris d'initiative. La Réunion est un voisin ambigu : on se méfie de son « grand capital » mais on se réjouit de voir le *Journal de l'île de la Réunion* prendre des positions très favorables à Ravalomanana et couvrir largement la crise malgache. L'Afrique du Sud, où l'on dit que « Marc » bénéficie de sympathies, n'a apparemment pas pesé dans les débats de l'OUA.

Mais la grande absente du jeu visible est l'Asie. En position de marge, Madagascar n'a pas une insertion géopolitique qui corresponde à une part de ses fondements culturels et de ses rêves et à la réalité naissante d'une autre économie : l'*Indian Ocean Rim* n'a pas de consistance institutionnelle. Pourtant, sans nul doute l'Asie, en tout cas certains de ses opérateurs économiques, s'intéresse à la grande île et suit l'évolution d'une crise dont elle peut espérer tirer bénéfice. L'âpreté au gain dont a fait preuve la nouvelle vague d'immigration chinoise, autorisée par Ratsiraka après 1996 (15 000 personnes dit-on, sans doute avec exagération), a frappé l'opinion ces dernières années¹¹ : par contraste les Chinois d'ancien établissement et les *Karana* (Indo-Pakistanaïes), jusqu'alors si vilipendés, paraissent aujourd'hui sinon des membres de la famille, du moins des éléments familiers du paysage. Ces relations, com-

plexes, avec l'étranger proche ou lointain sont des données fondamentales de la situation actuelle. S'il est une conclusion qui se dégage de ce dossier, en effet, c'est bien que la crise de la « troisième indépendance », révélatrice tant des disparités que des solidarités régionales à l'échelle de l'île, pose aussi le problème de l'insertion de Madagascar dans l'espace mondial ■

Françoise Raison-Jourde, université Paris-VII

Jean-Pierre Raison, université Paris X-Nanterre

30 juin 2002

11. Selon certains, les Chinois de Hong Kong voient d'un bon œil l'effondrement de la zone franche sous sa forme actuelle, espérant en récupérer les acquis. Leur ombre se profilerait-elle derrière ces barrages qui étranglent l'économie du pays et menacent son unité ? Voir F. Bost, *op. cit.*